

LA PLACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

Transparence dans la gestion des affaires publiques et respect de l'obligation de rendre compte (1^{re} partie)

Nombre d'analystes politiques se sont intéressés à l'impact de la participation de la société civile à la gestion des affaires publiques. Ils attribuent la force de la démocratie à la prolifération et au dynamisme de milliers d'associations de citoyens poursuivant un but commun. Cependant, bien que beaucoup d'associations poursuivent les mêmes objectifs, la société civile se caractérise essentiellement par sa diversité. Des études se sont penchées sur la relation entre participation citoyenne et gestion publique. Elles montrent que, dans les sociétés marquées par une forte participation à la vie publique, les citoyens sont plus exigeants sur le plan de l'éthique et plus respectueux des règles d'organisation sociale.

En exigeant la transparence dans la gestion des affaires publiques et le respect de l'obligation de rendre compte, la société civile remet fondamentalement en cause les modalités d'exercice du pouvoir. Dans de nombreux pays, la structure hiérarchisée et fermée des gouvernements autocratiques a donné un coup d'arrêt au développement de la société civile. Elle a permis aux fonctionnaires d'évoluer sans avoir à rendre compte de leur gestion. Les régimes militaires et non démocratiques en Europe, en Amérique latine, en Asie et en Afrique, ne sont pas parvenus à gérer sainement les affaires publiques, à garantir les libertés civiles et à promouvoir le développement économique, si tant est que ces objectifs les préoccupaient réellement. Leur échec a généré d'importantes transformations dans le paysage politico-économique mondial. C'est ainsi que sont apparues des démocraties pluralistes, plus propices à la consolidation de la démocratie et au développement humain.

Néanmoins, dans les démocraties dites émergentes — l'Algérie est encore loin d'en faire partie —, même les hommes politiques «de bonne volonté» ont souvent négligé les principes de base de la démocratie participative.

Par définition, la mise en œuvre de ces principes exige un débat public de fond sur les politiques à mener et une écoute attentive, à la fois des revendications des citoyens et des apports de la société civile, lors du processus de prise de décision. Or, en Algérie par exemple, l'État s'est montré systématiquement réticent à coopérer avec la société civile. Parfois, il la considère même comme une rivale, non seule-

ment en termes de pouvoir et d'influence, mais aussi parce qu'elle reçoit de l'aide internationale, autrefois exclusivement réservée à l'État. Cette attitude visant à marginaliser la société civile n'a pas favorisé l'institutionnalisation de la transparence et l'obligation de rendre compte aux citoyens, qui aurait permis l'instauration d'un climat de confiance.

Engendrer une conscience citoyenne fondée sur l'intérêt général

Nombre de chercheurs considèrent que «personne ne s'opposera à l'idée qu'un débat public pluraliste est essentiel à l'existence même du processus démocratique. Mais développer un tel débat dans une société où les traditions démocratiques en sont à leurs débuts est une tâche bien plus complexe». Le fait que la société civile soit elle-même en transition ne fait qu'ajouter à la complexité de la tâche. Cependant, les trois dernières décennies ont vu naître un phénomène mondial sans précédent, puisqu'une multitude d'organisations ont émergé de la société civile dans les pays en développement pour promouvoir la démocratie, les droits humains, le développement durable, la défense de l'environnement, etc. En Algérie, l'après-Octobre 1988 a vu une multitude d'associations se créer. Les organisations internationales de coopération ont pris conscience du fait que les institutions démocratiques émergentes étaient fragiles lors des périodes de transition. Elles ont reconnu que les mécanismes de l'économie de marché ne peuvent pas assurer l'égalité sociale et économique si la société civile n'est pas impliquée dans le processus décisionnel. La participation de la société civile à ce processus peut permettre de neutraliser les effets pervers d'une mise en œuvre incontrô-

lée des règles de l'économie libérale et contribuer ainsi à la consolidation des démocraties dites émergentes. Le manque de moyens constitue toutefois une limite objective à l'action de la société civile.

Ce problème est d'autant plus complexe que les modalités d'allocation des ressources sont parfois susceptibles d'aliéner l'indépendance des organisations de la société civile. Il reste que celles-ci ont vocation à promouvoir la participation citoyenne qui ne devrait pas se réduire à une simple participation périodique à des élections.

Cette participation doit s'inscrire dans la constance et engendrer une conscience citoyenne fondée sur l'intérêt général.

La société civile, un acteur parmi d'autres

La lutte contre la corruption exige l'intervention des principaux acteurs que sont les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile. Chacun d'eux a un rôle spécifique à jouer. L'État a le devoir d'exprimer une volonté politique non équivoque de lutter contre la corruption. Cette volonté doit être concrétisée par la mise en œuvre effective des réformes légales et institutionnelles qu'impose la gravité du phénomène. L'État a, en outre, l'obligation d'aménager un cadre qui garantit la liberté d'expression et d'association, terreau qui favorise l'éclosion et le développement de la société civile. Il est déterminant que le secteur privé soit convaincu qu'il y va de son intérêt économique de s'attaquer aux pratiques de corruption. La difficulté réside dans le fait qu'une entreprise impliquée dans l'engrenage de la corruption et qui veut renoncer à cette pratique craint de voir ses concurrents continuer à s'y livrer.

Un engagement collectif des entreprises dans les pactes d'intégrité ou des codes d'éthique professionnelle pourrait permettre de vaincre ces réticences. La société civile, à côté des pouvoirs publics et du secteur privé, est l'un des acteurs majeurs de la lutte contre la corruption.

En pratique, il est impossible qu'un acteur seul traite avec succès le problème de la corruption. L'implication combinée et la collaboration de tous ces acteurs constituent en

effet le gage de succès de la lutte contre la corruption.

Le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption

L'action de la société civile participe à la promotion d'une citoyenneté active, exigeante et réceptive au plaidoyer contre la corruption. La société civile doit entreprendre une action de sensibilisation favorisant une meilleure gouvernance.

Elle doit développer sa capacité à amener les populations à s'approprier activement le plaidoyer contre la corruption. Dans ce domaine en particulier, l'engagement de la société civile est essentiel. En effet, il lui revient d'exercer une fonction de veille et d'alerte pour provoquer le développement d'un réflexe contre la corruption chez les citoyens, corruption dont ils sont en définitive les principales victimes. Ils peuvent ainsi devenir les meilleures sentinelles contre sa prolifération.

La société civile a également la responsabilité d'impulser les réformes nécessaires et de développer une expertise en matière de lutte contre la corruption, lui permettant de se constituer en force de propositions. Cette vocation exige des capacités qui font parfois défaut, d'où la nécessité d'apporter aux organisations de la société civile un appui au renforcement de leurs capacités, afin de leur permettre d'assumer pleinement leur rôle d'avant-garde dans la lutte contre la corruption et de promotion de la transparence.

La décentralisation a pour avantage de rapprocher la gestion des affaires publiques des populations concernées. Elle comporte aussi le risque de transférer les opportunités de corruption au niveau local, si la société civile ne fait pas preuve de vigilance. La société civile locale parviendra d'autant mieux à exercer sa fonction de veille et d'alerte que celle-ci porte sur la gouvernance des problèmes locaux qui lui sont familiers.

Approche progressive et îlots d'intégrité

L'ampleur de la corruption est considérable, elle suppose un travail de longue haleine. Dans leur stratégie de lutte contre la corruption, les associations ou les coalitions d'associations constituées doivent adopter une démarche progressive.

A cet effet, on préconise l'élabo-

ration de plans d'actions spécifiques, visant à résoudre les problèmes selon la méthode du pas-à-pas. La prédominance de la corruption peut décourager des entreprises, ou même des pays, à faire le premier pas pour mettre fin à cette pratique. Quand tout le monde paie des pots-de-vin, personne ne veut arrêter le premier.

Pour parer à cette situation, il est nécessaire de développer le concept intitulé «îlots d'intégrité» qui peut être appliqué dans un projet spécifique où toutes les parties impliquées s'engagent dans un pacte d'intégrité (ou pacte contre la corruption). Le concept «d'îlots d'intégrité» peut également être appliqué dans les domaines des activités gouvernementales particulièrement exposés à la corruption (activités de collecte de recettes).

L'approche par îlots d'intégrité, dans la lutte contre la corruption, est une approche progressive qui tient compte du contexte local, à savoir la multiplicité des obstacles, les difficultés à mobiliser, un climat politique incertain, une démocratie naissante. Les actions contre la corruption dans le cadre de l'îlot d'intégrité seront circonscrites à un secteur spécifique. Il peut, par exemple, s'agir de faciliter l'accès aux médias libres, de sensibiliser le public à la lutte contre la corruption, d'agir sur la transparence dans l'attribution des marchés publics au niveau d'une commune, etc.

L'îlot d'intégrité peut constituer un modèle à suivre et qu'il s'agit de préserver. Comme il est intéressant de développer aussi le concept de «réseaux d'intégrité» qui implique un petit nombre de personnes s'investissant comme catalyseur pour encourager les ONG existantes à former des coalitions autour des questions d'intégrité. Elles agissent ensemble afin de porter ces questions dans un cadre large par une approche holistique pour, le cas échéant, définir des modalités d'action.

Le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption est renforcé par une citoyenneté active, agissant comme une véritable sentinelle de la vie publique. Cette citoyenneté inscrit sa démarche dans un processus démocratique où la liberté d'expression est consacrée et où le droit à l'information est une réalité quotidienne.

Djilali Hadjadj

DANS LE «SOIR
CORRUPTION»
DU 30 JANVIER 2012
**Une nouvelle
loi sur les
associations contre
la citoyenneté
en Algérie**

Dans la 2^e et dernière partie de «La place de la société civile dans le processus démocratique» — dans le «Soir Corruption» à paraître le lundi 30 janvier 2012 —, nous évoquerons la nouvelle loi algérienne sur les associations parue au Journal officiel n°2 du 15 janvier 2012, une loi liberticide et anti-citoyenneté, une des dernières marche-arrière d'un pouvoir moribond.

D. H.

EN ÉGYPTTE, L'ARMÉE S'ATTAQUE AUX ONG

Les militaires redoutent la mobilisation prévue pour l'anniversaire de la révolution le 25 janvier

Pour Amani Massoud de «l'Initiative égyptienne pour les droits des personnes», «le but des militaires est de discréditer les défenseurs des droits de l'homme aux yeux du public».

A l'approche du premier anniversaire de la révolution, l'armée égyptienne accentue la répression qu'elle exerce depuis des mois contre les organisations de défense des droits de l'homme et ses militants. Ceux-ci se sont promis de faire du 25 janvier, un an après la première grande manifestation organisée

contre Hosni Moubarak, le point de départ d'une seconde révolution visant le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige de facto le pays depuis la démission de l'ancien président et qui est accusé de massacres et de multiples violations des droits de l'homme. Redoutant le tournure que pourraient prendre les commémorations du 25 janvier, les militaires n'hésitent plus à

s'attaquer aux ONG internationales. Jeudi 29 décembre, au moins 7 d'entre elles ont été la cible de descentes de police et ont fait l'objet de perquisitions et de fermetures. Depuis la révolution, l'armée accuse régulièrement les groupes révolutionnaires et les ONG de défense des droits de l'homme d'être utilisés par l'étranger pour menacer la sécurité de l'État et fomenter des manifestations anti-militaires. Plusieurs enquêtes ont été ouvertes par le ministère de la justice contre une quarantaine d'organisations soupçonnées de recevoir des financements illégaux pour mener des manifestations. La loi égyptienne n'interdit pas aux ONG de recourir à des fonds étrangers, à condition qu'elles soient enregistrées auprès du ministère de la Solidarité et que chaque financement soit validé. Or les obstacles draconiens mis à l'enregistrement des ONG et à leur financement (notamment égyptien) poussent

beaucoup d'entre elles à se déclarer comme des cabinets d'avocats ou des associations sans but lucratif, et à recourir à des fonds étrangers.

Cette situation permet aux autorités de dénoncer quand bon leur semble l'«illégalité» de telles structures, qui bénéficient d'une manne financière occidentale. Le coup des financements étrangers marche à tous les coups. L'armée veut aussi empêcher les activistes de préparer la mobilisation du 25 janvier, en arrêtant leurs leaders. Inquiets de voir les célébrations tourner en rallye anti-CSFA, les militaires, qui souhaitent superviser la rédaction de la Constitution et refusent de céder le pouvoir avant le mois de juin 2012, cherchent par tous les moyens à s'assurer le soutien de la majorité de la population contre les révolutionnaires, qui réclament désormais un transfert immédiat du pouvoir au futur Parlement.

LSC